

Dossier de presse *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*

Radio, tv, vidéos

- France Inter, *Le téléphone sonne*, invitée, « Les marchés sont-ils bêtes et méchants ? », 31 janvier 2012
- France Culture, *Du grain à moudre*, invitée sur *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*, 24 janvier 2012
- France Culture, *D'autres regards sur l'actualité*, invitée sur *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*, 20 novembre 2009
- France Culture, *Science et conscience*, invitée sur *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*, 25 septembre 2009
- Rencontres et débats autrement, septembre 2009, film de Michel Alberganti
 - o 10 mn <https://www.youtube.com/watch?v=12kjyg9-wMQ> ;
 - o 20 mn <http://www.dailymotion.com/video/xamsmx>
- Radio Suisse Romande, *Haute définition* de Manuela Salvi, invitée pour *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*, 19 mai 2009
- France Culture, *L'économie en question*, invitée sur *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*, 23 février 2009, en direct du salon du livre
- BFM Radio, Les grands débats de François Lenglet, invitée sur *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*, 20 janvier 2009

Revue, presse, magazines

- Philosophie Magazine, hors-série *Astérix chez les philosophes*, « La Bourse ou la vie », article p.74, novembre 2014
- Philosophie Magazine, « La finance a-t-elle un plan de vol ? », p.52-53, propos recueillis par Philippe Nassif, février 2013
- Philosophie Magazine, « Les machines ont-elles pris le pouvoir ? », interview, p.42-43, février 2012
- Revue Esprit, « Mesurer ? Prévoir ? Compter ? A propos d'un livre de Valérie Charolles », article d'Olivier Mongin, p.76-85, juin 2009 [[lien](#)]
- Le nouvel économiste, interview par Jean-Michel Lamy, avril 2009
- Alternatives économiques, rubrique livres, sur *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?* février 2009
- La tribune, Nicolas Bordas sur *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?*, 6 février 2009
- La Croix, « Il faut repenser nos indicateurs économiques », interview par Robert Migliorini, p.13 28, novembre 2008

Extraits de presse

Philosophie magazine février 2013



Elle est aujourd'hui conseillère déléguée à la Cax (les conseils d'administration des entreprises publiques à Sciences Po). Elle suit l'actualité notamment de La Libéralisation (contre le capitalisme) (Fayard, 2006) et de Et si les chiffres ne disent pas tout à votre service? (Fayard, 2008).

La finance a-t-elle un plan de vol?

Les défenseurs des marchés financiers nous assurent que ceux-ci sont rationnels et pilotent les sociétés pour le mieux. Faux, répond **Valérie Charolles**. De là à savoir si une autre économie est possible...

Propos recueillis par Philippe Nassif

A l'évidence, les marchés financiers sont aujourd'hui en position de pouvoir : avec très peu d'acteurs, concentrés sur un petit nombre de valeurs boursières, ils orientent l'ensemble de l'économie à leur profit. Face à eux, les États se sont mis en situation de faillite. Au sens propre d'abord : en se portant garants – lors de la crise de 2008 – des risques encourus par les banques. Au sens figuré, ensuite : ils n'ont pas utilisé – en tout cas pas assez rapidement ni assez fortement – les armes dont ils disposent pour mettre un terme à cette domination : à savoir, la réglementation. Les États ont ainsi rendu clair pour tout le monde qu'ils avaient interiorisé cette position de puissance des marchés financiers.

Hégémonie de la finance

Cette situation est relativement récente. Elle trouve son origine dans la révolution néolibérale orchestrée au début des années 1980. Ainsi, la mise en place des placements indexés (sur le CAC 40 en France, par exemple) et des instruments de couverture (les produits dérivés) font qu'une opération a de nombreux effets intrinsèques et aboutit donc à une forte interdépendance. Cette domination s'est clairement aggravée au cours des années 2000

avec la généralisation des placements réalisés par ordinateur – qui représentent près de trois quarts du volume des transactions aux États-Unis aujourd'hui, alors qu'ils étaient proscrits il y a encore quinze ans. Par sa puissance et sa vitesse – certains programmes régissent en une microseconde aux différences de cours –, "l'algorithmic" a permis aux marchés financiers de prendre l'ascendant sur les autres compartiments de l'économie. Cette hégémonie s'incarne, entre autres, dans de nouvelles normes comptables : depuis une vingtaine d'années, les bilans des entreprises sont établis en fonction des besoins des investisseurs sur les marchés financiers, favorisant ainsi la cession d'une activité plutôt que sa perpétuation.

Défaillance de la « main invisible »

Aloes, si l'on suit la doxa néolibérale, ce pilotage de l'économie par la finance serait rationnel donc bénéfique. La crise de 2008, par exemple, n'aurait fait qu'anticiper la crise des dettes souveraines. La "main invisible" libérale jadis théorisée par Adam Smith serait à l'œuvre. Mais rien n'est plus faux ! Pour la simple et bonne raison que ce n'est pas le libéralisme qui triomphe aujourd'hui mais ce que j'appelle le capitalisme. Que dit Adam

Smith, en effet, dans l'ouvrage fondateur du libéralisme économique, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776) ? Que c'est parce que nous poursuivons notre intérêt personnel que, sans le vouloir, nous arrivons à un bien pour la société dans son ensemble. Il pose que le bien collectif ne résulte pas d'une force extérieure à l'homme, par exemple divine, mais des comportements de chacun. Reste que si l'on parvient à cette situation, si "la main invisible" opère, c'est parce que le marché est organisé de sorte que chacun soit responsable de ses actions et que personne ne puisse le dominer. Or, le monde de la finance est très concentré – cinq ou six banques font le marché –, et ces banques ont compris depuis 2008 qu'elles n'auraient pas à assumer la responsabilité de leur action. La main invisible ne peut fonctionner s'il y a irresponsabilité et domination.

Obsession de la croissance

Prendre conscience de la distance qui sépare les principes libéraux du fonctionnement capitaliste nous permettrait donc de contrer la fausse rationalité des marchés. Mais si nous avons tant de mal à nous dégoûter de l'empire de la finance, c'est à mon sens parce que nous sommes pris dans une vision ancienne, et désormais



« Notre culte du "progrès" – hérité de Hegel – s'est mué en une fixation pathologique sur les chiffres de la croissance »

économique mais à elle de s'adapter à ce qu'elle observe, c'est le h.a.ba de la scientificité).

Quand les chiffres modèlent les faits

D'autre part, nous agissons comme si la science et la morale n'avaient rien à voir entre elles – nous conformant à l'idée de Kant d'une séparation entre le monde de la nature ("le ciel étoilé au-dessus de moi") et le monde de la liberté ("le loi morale en moi"). Cette lecture pouvait certes être pertinente au XVIII^e siècle pour les sciences naturelles. Mais elle ne convient pas pour la science économique : nous n'avons plus, d'un côté, les faits naturels et mécaniques et, de l'autre, les faits humains et libres. Mais un entremêlement des deux. Nous sommes passés, en somme, d'un monde où les mots décrivaient les choses à un monde où les chiffres modèlent les faits. Dans un tel monde, la vision kantienne nous interdit de trouver les prises adéquates pour modifier le réel. Ces prises, on peut les trouver dans le cadre de référence que nous utilisons et que nous pouvons

inadaptée, du sens de l'histoire et du fonctionnement de la science. D'une part, en effet, notre culte du "progrès" – hérité de la philosophie de l'histoire de Hegel – s'est mué en une fixation pathologique sur les chiffres de la croissance. Aujourd'hui, si nous n'avons pas plus de richesse l'année prochaine que cette année, nous avons l'impression de ne rien avoir. Cette vision est totalement infondée : nous aurons l'équivalent de ce que nous avons cette année, c'est-à-dire beaucoup quand on vit en France, que nous pourrions consommer différemment et partager autrement. Dit d'une autre façon, l'économie est le fruit de nos comportements et devra s'adapter à nos. L'inverse : ce n'est pas à nous de nous adapter à la science

Témoignages
propos recueillis par
Jean-François Duval

LES MACHINES ONT-ELLES PRIS LE POUVOIR?



Valérie Charolles

philosophe et économiste.

Dernier livre paru: *Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité?* (Fayard, 2008).

« Je commencerais par dire que la situation à laquelle on en est historiquement arrivé est explicable, ce qui ne veut pas dire qu'elle est justifiable et justifiée. Depuis les années 1970, on a changé le réel. Nous sommes désormais face à des marchés financiers qui se sont énormément transformés : les échanges se font de plus en plus sur la base d'algorithmes mathématiques, ce qu'on appelle l'algo trading*. Le Nasdaq* a été automatisé au début des années 1970, un processus qui s'est accentué dans la finance jusqu'à la fin du siècle passé. Mais c'est essentiellement dans les cinq-six dernières années que les transactions automatisées ont pris une place dominante. L'outil informatique a en effet permis de déplacer les frontières du possible. Du coup, les marchés sont devenus autoréférentiels, créant en leur sein des phénomènes d'échos, de répliation, de rétroaction, de réverbération – découlant de la création de placements indexés, dérivés, etc. Or, cet algo trading à haute fréquence ne concerne par exemple que 2 % des entreprises cotées en Bourse aux États-Unis, mais il représente 73 % du volume total des transactions ! Celles-ci sont à la fois mondialisées et instantanées, puisqu'on en est à trois millisecondes pour passer des ordres. Cela donne à l'algo trading une puissance de feu inégalée dans l'histoire, aussi bien par rapport aux autres marchés économiques – celui des biens et services et celui du travail. Cette force de frappe qui place les marchés financiers et l'algo trading en position dominante ne signifie pourtant pas qu'ils soient porteurs d'une quelconque vérité. Ce serait méconnaître que les règles sur lesquelles ils s'appuient sont elles-mêmes erronées, faussées, irrationnelles. D'abord parce que les marchés utilisent massivement les algorithmes mathématiques. Ils supposent tous que chaque évolution de cours est indépendante de l'autre

eur

(ils le font parce que, sans entrer dans les détails techniques, ils y sont statistiquement contraints). Or, on le sait, les évolutions des cours sont liées les unes aux autres, du fait des placements indexés, des produits dérivés, etc. Alors, pourquoi ne pas rendre les observations algorithmiques plus fines ? Eh bien, parce qu'à ce moment-là, en gros, on ne pourrait tout simplement plus faire du trading automatique. Les marchés restent donc victimes d'une logique d'autocorrélation, qui entraîne phénomènes d'échos, d'amplifications, et donc des emballements, des bulles, et finalement des krachs. Nous sommes bel et bien passés d'un univers infini à un système réfléchi. Comment s'orienter dans un tel monde ? C'est pourquoi, en philosophe, je dis : il faut attaquer les marchés sur la question de leurs vérités – étant entendu que toute vérité est quelque chose de construit et qu'il ne faut pas en avoir une conception fixiste. C'est affaire de grammaire, comme le voulait Wittgenstein dans ses analyses des règles du jeu du langage. Car l'économie est bien un langage, celui d'une activité humaine qui a comme particularité de beaucoup s'incarner dans le chiffre. Concrètement, je dirais : prenons l'économie au mot sur ses fondamentaux ! Qu'on retrouve la bonne hiérarchie des marchés. Que la finance permette de financer des projets plutôt que de s'autofinancer déraisonnablement. Qu'elle se remette au service de l'ensemble de l'économie et non pas à celui d'un tout petit segment auquel elle consent à faire écho tout entière. Que la valeur des entreprises ne soit plus établie, comme elle l'est depuis vingt ans, de façon aberrante, pour les actionnaires, mais en fonction des biens et des services qu'elles créent et du marché du travail. Et qu'on reconnaisse enfin la valeur économique de ce qui est produit par l'État (éducation, santé, infrastructures), ce sont des richesses auxquelles on n'accorde pour l'instant aucune réalité comptable. En allant dans cette direction, on peut vraiment changer le disque dur de l'économie ! C'est en ce sens que l'intervention de la philosophie me paraît cruciale : pour situer le débat au bon niveau. Interrogeons ce que l'économie nous présente comme une vérité intangible et qui n'est que le fruit de conventions que nous pourrions revisiter ! »

Algo trading. Les ordinateurs des salles de marché sont équipés d'algorithmes permettant de réaliser des placements dès qu'une information tombe, avant qu'aucun être humain n'ait été capable de la lire ou même de l'interpréter. Un volume de profits importants est réalisé en jouant sur des intervalles de quelques millisecondes. Cette pratique a été autorisée en 1998.

Nasdaq. (National Association of Securities Dealers Automated Quotations). Le plus grand marché électronique d'actions au monde. Américain.



Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité? par Valérie Charolles

Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité?, par Valérie Charolles
Ed. Fayard, 2008, 334 p., 20 euros.

Sandra Moatti
Alternatives Economiques n° 277 - février 2009

Les chiffres nous gouvernent, prenons le pouvoir en nous les réappropriant! Ce livre est un appel à nous saisir des chiffres à travers lesquels l'économie se donne à lire. L'originalité de la démarche, servie par une vaste culture scientifique et philosophique, tient à l'extension du champ couvert. L'auteure nous fait entrer dans les arcanes de trois types de chiffres.

D'abord, les grandeurs macroéconomiques telles que le chômage, l'inflation, la croissance, dont elle montre bien le caractère construit, conventionnel et donc toujours discutable. Le deuxième champ, plus rarement abordé, est celui des modèles probabilistes utilisés par les mathématiques financières. Ceux-ci continuent de traiter les événements comme s'il s'agissait de lancés de dés: pas étonnant qu'ils échouent à rendre compte des fluctuations brutales des marchés. Dernier type de chiffres: les données comptables qui construisent la représentation des entreprises (mais aussi de l'Etat). C'est dans ce domaine que l'auteure va le plus loin en matière de proposition pour mieux valoriser les actifs immatériels ou du capital humain.

Le livre prend la forme d'un journal mené entre l'été 2007 et l'automne 2008. Cet ancrage à l'actualité a le mérite de rendre la lecture plus vivante, mais entre le fait du jour et les raisonnements qui suivent, le rapport est souvent ténu et parfois artificiel. Mais l'accroche un peu superficielle de l'actualité ne doit pas masquer au lecteur l'essentiel: une pensée hardie, qui ose s'atteler à un problème crucial de notre temps, tant il est vrai que les techniques par lesquelles nous quantifions le monde déterminent nos choix d'avenir.

Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité?, par Valérie Charolles
Ed. Fayard, 2008, 334 p., 20 euros.

La Tribune, 6 février 2009



Et si les chiffres ne disaient ...

Valérie Charolles

21,50



de.citrus

de.citrus.fr

[Voir la fiche produit](#)



Comment naviguer dans l'incertitude

La crise nous rappelle combien l'avenir est synonyme de risques, d'incertitude, d'imprévisibilité. Mais, loin d'être négative, cette situation ouvre des possibilités inédites favorables, nous rappelle Nicolas Baverez, voire doit nous inciter à « larguer les amarres » comme nous y invitent W. Chan Kim et Renée Mauborgne. D'autant que nos assurances sont souvent bâties sur des bases discutables, montre Valérie Charolles.

Mieux vaut aussi commencer par apprendre à ne plus s'appuyer sur l'apparente vérité des chiffres. Valérie Charolles, normalienne et énarque,

rapporteur à la Cour des comptes, a relevé l'ensemble des « grands nombres » qui sont censés nous permettre de repousser les frontières de l'inconnu et guider nos comportements économiques : PIB, inflation, taux de croissance... En décrivant les mécanismes humains de définition et de calcul de ces indices macroéconomiques, la philosophe met au jour les erreurs et les imperfections qu'ils comportent.

Le si attendu « taux de croissance nationale » (ou l'évolution du PIB) est toujours fortement commenté pour évaluer le niveau d'activité économique et de développement d'un pays. Or, quand on y regarde de plus près, le calcul de ce taux, résultant de conventions anciennes, ne prend que très peu en compte les sujets qui intéressent aujourd'hui la vie individuelle et collective (et donc la

vie économique) : il se fonde sur un mode de production industriel périmé, méconnaissant l'accélération du rythme de renouvellement des produits, sous-estime le secteur des services et ne prend en compte ni l'intervention de l'État, ni les effets des dégradations environnementales, ni les évolutions technologiques dans le calcul de la création ou de la destruction de richesses.

À l'image de cette présentation du PIB, la population française, qui exprime souvent le sentiment de ne pas être assez experte pour comprendre les enjeux de l'économie d'aujourd'hui, trouverait dans ce livre clair et pédagogique les moyens de mieux appréhender les chiffres qui composent le monde de l'économie et de la finance. Pour pouvoir mieux s'en détacher..

Forum & débats

SOMMAIRE >>> DOSSIER : Les vertus de l'extravagance P. 14-15

>>> LA REVUE, LE POINT DE VUE, LA MÉDITATION ET L'AGENDA P. 16

ENTRETIEN >>> Valérie Charolles, philosophe et économiste

« Il faut repenser nos indicateurs économiques »

Dans un essai éclairant, cette philosophe et économiste dénonce l'aberration des seuls outils mathématiques pour déchiffrer l'état du monde. Et propose d'autres indicateurs afin de préparer l'avenir

Votre livre s'arrête au 19 septembre 2008. Comment avez-vous évalué la crise financière et industrielle dans laquelle l'économie est plongée ?

« **VALÉRIE CHAROLLES** : Mon journal, commencé à l'été 2007, s'arrête quand Lehman Brothers fait faillite. C'est le moment où le système entier décline et que le système peut s'effondrer. Mais ce risque était présent depuis longtemps. Le problème n'est donc pas tant que le château de cartes de la finance s'effondre aujourd'hui, mais de comprendre comment on a laissé se construire un tel château de cartes.

Votre diagnostic sur la crise des indicateurs économiques actuels s'est toujours confirmé ou non ? Ce qui est confirmé, c'est l'extrême vulnérabilité du système économique lorsqu'il s'en remet à la sphère financière pour l'armer : il oublie ses fondements, à savoir la réalité de la sphère de production et de consommation. Depuis septembre, les États sont obligés d'injecter dans le système financier des sommes dont les ordres de grandeur sont sans commune mesure avec ceux auxquels nous sommes habitués.

« La dictature des taux de croissance nous fait passer à côté d'un certain nombre de vérités de bon sens. »

Ils sont contraints de transformer la richesse « virtuelle », créée par la bulle financière et immobilière, en argent frais parce qu'ils n'ont pas su empêcher que cette bulle se forme. Non-ils pas pu lutter contre la financiarisation extrême de l'économie ou pas voulu... ? Le crin plutôt qu'ils n'ont pas mesuré l'ampleur des risques. Et c'est là que les chiffres sont en cause, car ils ne disent effectivement pas toute la vérité. Les prévisions économiques ont sous-estimé la crise parce que les outils qu'elles utilisent sous-estiment les risques.



Valérie Charolles rappelle, dans son essai, que les chiffres sont le fruit de conventions, que l'on peut changer. « Cette crise pourrait être une vraie occasion d'orienter à nouveau le cours de l'économie », affirme-t-elle.

Comment, alors, un gouvernement peut-il annoncer des objectifs de croissance ?

Il faut bien faire des prévisions, ne serait-ce que pour estimer ce que seront les rentrées fiscales et préparer le budget de l'État. Mais dans mon livre, je plaide pour une pondération des prévisions de croissance sous forme de fourchettes : par exemple, la croissance devrait se situer entre -0,5 % et +0,5 %. On tiendrait ainsi mieux compte des incertitudes de l'avenir.

Vous insistez sur la nécessaire prise en compte des bénéfices que les services publics procurent à l'économie. Pourquoi n'est-ce pas encore le cas ?

Le monde entier voit bien, aujourd'hui, les bénéfices que la sphère publique procure à l'économie, puisque c'est l'argent public qui a permis d'éviter que le système bancaire mondial ne s'effondre. Tout le problème est que les indicateurs économiques traitent tout mal la dépense publique. Lorsqu'on compare le taux de performances obligatoires « prohibitifs » de la France à celui des États-Unis, on oublie qu'ils permettent de financer, au Franco, un système éducatif et de santé accessible à tous. D'une manière générale, je dirais que les pays européens trouvent

moins bien leur compte que les pays anglo-saxons dans les indicateurs économiques actuels. Votre essai déchiffre ces indicateurs et plaide pour la nécessité de les réviser. Comment ?

Je crois qu'on en est arrivé là parce que, à un moment, la technique recouvre la réalité, la remplace. Un exemple : nous sommes, en France, 196 milliards de taux de croissance de la Chine. Mais lorsque la Chine a 11 % de croissance et la France 2 %, cela procure un revenu supplémentaire de 150 dollars (soit environ 120 €) par Chinois et de 650 dollars (soit environ 510 €) par Français... La dictature des taux de croissance nous fait donc passer à côté d'un certain nombre de vérités de bon sens. Si nous voulons réellement que les inégalités de par le monde se réduisent, il nous faut changer radicalement les échelles de valeurs que nous utilisons.

Par exemple ?

Il faudrait prendre en compte le monde en développement et les questions environnementales. Les banques centrales devraient réfléchir à cette question : une inflation plus forte, de fait d'une pression sur les prix des matières premières, peut être une bonne chose, et contribuerait aussi au travail

manières de compter négligent un troisième terme, l'environnement, alors que c'est de plus en plus ce niveau que tout se joue. Les chiffres sont donc une question de point de vue. Comment les revoir, pour mieux prévoir ?

Les chiffres sont le fruit de conventions. Nous pouvons changer ces conventions. Aujourd'hui, il est urgent de le faire : les indicateurs que nous avons construits pendant la période des Trente Glorieuses et centrés sur les pays développés sont largement dépassés. C'est un sujet qui est tout sauf technique : il ne peut être traité efficacement qu'au plan mondial. Si le Bureau Mondial qui s'occupe pour la finance pouvait également tenir compte des indicateurs économiques et de la manière dont on mesure la richesse dans l'entreprise, alors cette crise pourrait être une vraie occasion d'orienter différemment le cours de l'économie.

Comment la philosophie – votre formation de base – peut-elle contribuer à ce nouveau rapport entre les chiffres et les lettres ? Elle peut aider l'économiste et le politicien en leur posant les questions qu'ils ne se posent pas naturellement. Aujourd'hui, la quantité est devenue notre seule privilège d'accès aux qualités des choses. C'est un nouvel équilibre entre les chiffres et les lettres qu'il nous faudrait trouver, si nous voulons éviter que l'ennemi ne nous échappe.

RECVILLAT/PAR
ROBERT MEGLIORINI

qui apparaît comme une charge dans les comptes des entreprises. On pourrait y figurer comme une valeur. Cela replacerait l'entreprise sur ses deux piliers, le capital et le travail, alors qu'aujourd'hui elle ne vit que pour l'un d'eux. Enfin, ces indicateurs doivent s'appuyer sur l'économie de la connaissance, entre le réel et le financier, nos

REPÈRES

Une philosophe, énarque, spécialiste des chiffres et des lettres

» Née à Dijon, en 1949, Valérie Charolles est normandaise, titulaire d'une maîtrise de philosophie et de logique, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, ancienne élève de l'École nationale d'administration.

» En 1996, elle rejoint la direction du Trésor au ministère de l'Économie et des Finances et, en 1999, le cabinet du secrétaire d'État à l'Industrie, Christian Poncelet (gouvernement Jospin), en tant que conseillère technique.

» En 2002, elle est nommée directrice des affaires

économiques et financières de Radio France et, depuis 2005, est rapporteur à la Cour des comptes. Elle enseigne les enjeux politiques à Sciences-Po Paris.

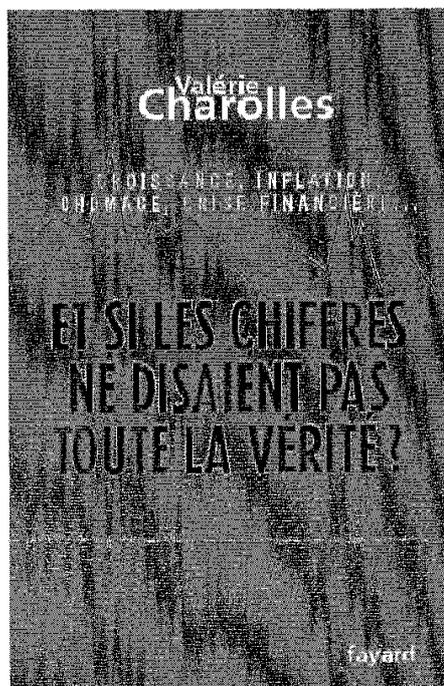
» Elle a publié, en 2004, Le Libéralisme contre la capitalisme (Ed. Fayard, 288 p., 19 €). Elle y mentionne déjà comment la croissance du PIB n'était pas la seule échelle pertinente pour mesurer le succès en économie.

» Vient de paraître, cet automne, Les Chiffres sont-ils toujours leur ? (Ed. Fayard, 342 p., 23 €)

fayard

Et si les chiffres ne disaient pas toute la vérité ?

par **Valérie Charolles**



« Un essai éclairant »
la Croix

*« Une lecture à recommander
à tout honnête homme »*
BFM Radio

*« Une pensée hardie qui
ose s'atteler à un problème
crucial de notre temps »*
Alternatives économiques

« La population française (...) trouverait dans ce livre clair et pédagogique les moyens de mieux appréhender les chiffres qui composent le monde (...). Pour pouvoir mieux s'en détacher »

La tribune

Sous la forme d'un journal tenu entre l'été 2007 et le crack de l'automne 2008, ces chroniques économique-philosophiques sont écrites sur un mode ludique et accessible. Elles n'en dessinent pas moins une critique en profondeur de la manière dont sont construites les données statistiques, financières et comptables. Et elles tracent les contours d'un nouveau rapport entre les « faits » et les « chiffres ». Pour l'auteur en effet, si le 20^{ème} siècle a été celui des mots et des choses en philosophie, le 21^{ème} siècle sera celui des faits et des chiffres.

Valérie Charolles, 39 ans, philosophe, ancien directeur financier de Radio France, a déjà publié *le Libéralisme contre le capitalisme* (Fayard, 2006).

Contact Presse **Dominique Fusco**
01 45 49 82 32 dfusco@editions-fayard.fr